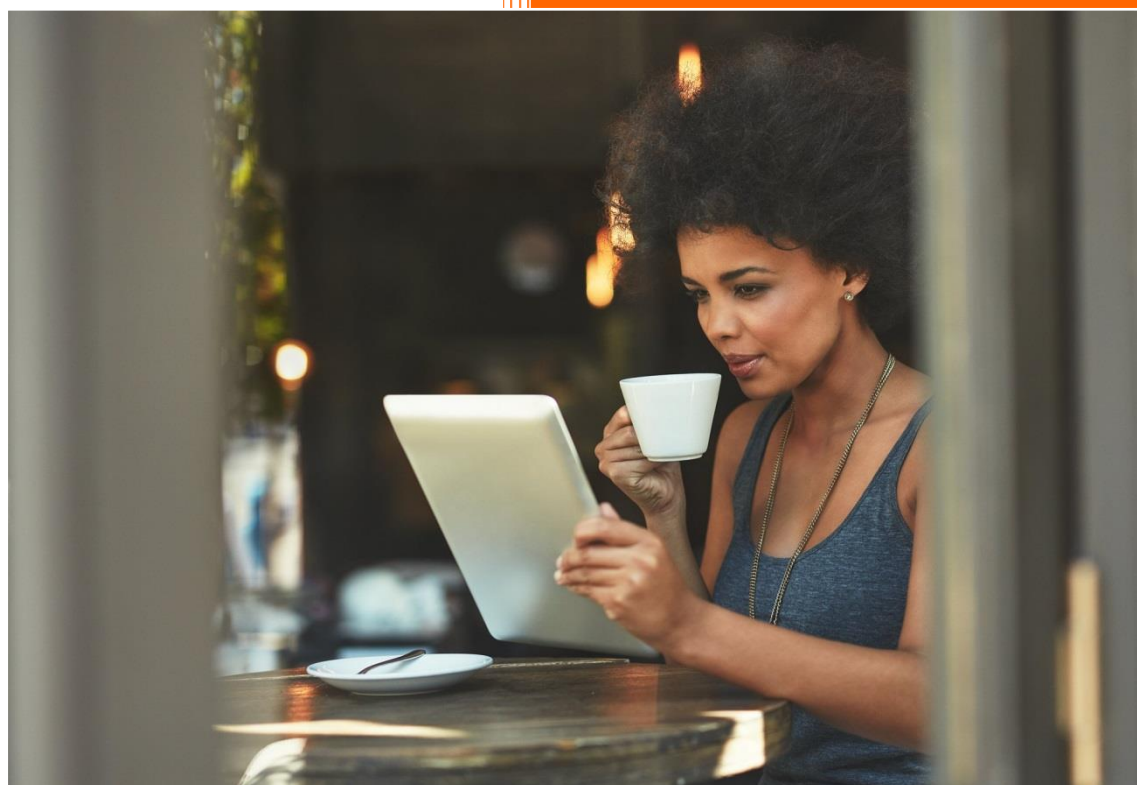


**Mai
2021**

Un autre regard sur l'actualité



**Rédigé par la commission Veille,
Stratégie & Développement**

<p>1) Réseaux, sécurité des données Très hauts débits (THD) 4G, 5G, 6G</p>	<p>-La mairie de Lille et 4 opérateurs signent une charte sur le déploiement de la 5G -Bouygues Telecom reconnaît que les débuts de la 5G sont un flop.</p>
<p>2) High-tech : Innovations, Nouveaux usages, Cyberdéfense, Cloud, IA</p>	<p>-Cloud souverain : Orange décline Azure en bleu : la France aura un nouvel hébergeur de cloud indépendant du Cloud Act américain : Bleu filiale cocréé par Orange et Capgemini qui clonera les services d'Azure. -Le gouvernement lance le cloud français « de confiance »</p>
<p>3) nouveaux territoires (maison connectée, E-santé...)</p>	<p>- « Bac » à sable « données personnelles : la CNIL accompagne 12 projets dans le domaine de la santé numérique</p>
<p>4) Orange Bank, Orange Money Solutions de paiements, levée de fonds</p>	<p>-Orange poursuit activement le développement d'Orange Money en France -Orange Bank propose un livret d'épargne performant -Paiement mobile : la montée en puissance des Gafa inquiète les banques et les autorités</p>
<p>5) Concurrence, Régulation, Fiscalité</p>	<p>-Pourquoi la France refuse d'interdire le démarchage téléphonique. -Lutte contre le piratage : le projet de fusion entre le CSA et l'Hadopi arrive au Sénat. -Fédération Française des Télécoms : élection le 27 mai 2021 à l'unanimité d'Arthur Dreyfus, secrétaire général d'Altice France/SFR et directeur général d'Altice Media avec prise de fonction le 1er juin pour un mandat d'un an. Il succède à Nicolas Guérin, Laurentino Lavezzi est réélu secrétaire de la fédération.</p>
<p>6) Consolidation des télécoms, Convergence télécoms/médias Audiovisuel, Contenus, Coronavirus</p>	<p>-Orange échoue à prendre le contrôle à 100% de sa filiale belge à l'issue de son OPA et ne peut pas retirer de la bourse la filiale - Orange étudie un rachat de TDF L'opérateur historique veut valoriser et développer son portefeuille de 40.000 tours de téléphonie pour participer à la consolidation du marché. Le télédiffuseur français TDF est propriétaire de 11.000 tours télécoms et de réseaux fibrés. -Publication par l'ETNO et le GSMA d'un « Position Paper » sur le projet européen DMA. -L'Europe est en passe de perdre la guerre des câbles sous-marins. -TF1 remporte la bataille pour prendre le contrôle de TF1. -Le fournisseur de services télécoms Circet passe sous le pavillon britannique.</p>
<p>7) Les géants du Net, Neutralité du Net</p>	<p>-Amazon s'offre Roland-Garros en arrivant sur le marché des droits de diffusions sportifs français via le tournoi de tennis. -Opérateurs contre GAFAM, le combat des géants. -La France veut durcir la régulation des Gafam : avec la France et les Pays Bas, elle propose d'aller plus loin sur le Digital Services Act européen.</p>



8) Business : données économiques, chiffres clefs, perspectives & stratégie Secteur	<p>-Bouygues décroche 350 millions € de la banque européenne d'investissement (BEI) lui permettant d'accélérer le déploiement de ses réseaux 4G et 5G.</p> <p>-Free vend le solde de ses tours télécoms pour investir dans la 5G.</p>
9) Tendances des marchés financiers, Gouvernance, Actionnariat, Orange	<p>-Orange veut créer de la valeur en érigeant Totem mais risque la désillusion comme c'est d'autres opérateurs : Vodafone, Telefonica, DT...</p> <p>-Orange veut réduire ses effectifs de 15% en Espagne.</p> <p>-Le Benin et Sonatel ont signé la convention qui octroie à cette dernière la gestion des infrastructures télécoms publiques</p>
10) RSE, Communication RH/Nominations Innovations managériales Environnement	<p>-Plan social chez SFR : le Tribunal de Paris donne raison en partie aux syndicats.</p> <p>-Le salon mondial du mobile de Barcelone espère plus de 30 000 participants du 28 juin au 1^{er} juillet.</p> <p>-Val de Marne, Villejuif : Orange inaugure son campus, Prisme qui accueillera 380 salariés du Groupe et à terme 1200 salariés du Groupe sur 18000 m2. Les équipes de la direction technique et du Système d'information.</p> <p>-Le salon VivaTech bien armé pour son édition 2021 pour 4 jours dès le 16 juin 2021.</p> <p>-Orange nomme Patrick Farges comme CEO de sa filiale de torres en Espagne ; Patrick Farges nommé CEO de filiale des Tours en Espagne.</p> <p>-Orange lance un indice de durabilité des téléphones ;</p> <p>-Orange : face à « <i>l'indécence des propositions sur les salaires</i> », les syndicats annoncent un boycott. »</p> <p>-L'appel d'une trentaine de patrons qui proposeront 10 000 jobs d'été</p>

1) Réseaux, Sécurité des données – Très hauts débits (THD), 4G, 5G



- La mairie de Lille et 4 opérateurs signent une charte sur le déploiement de la 5G

AFP – 20/05/2021

Signature le 15 juillet d'une convention entre la mairie et les 4 opérateurs de téléphonie. Selon Martine Aubry, il y a eu des engagements complémentaires d'Orange et SFR.

Selon le rapport de l'Anses il n'y a pas de risques nouveaux pour la santé.

Les opérateurs s'engagent à ne pas dépasser le taux d'exposition aux ondes de 6 volts par mètre et en cas de problème réduire le niveau émis sous réserve de faisabilité. Le seuil fixé par la loi est 61 volts.

Les opérateurs s'engagent à informer une fois par an le taux de recyclage des téléphones ou mettre en avant des offres commerciales permettant de leur donner une deuxième vie.

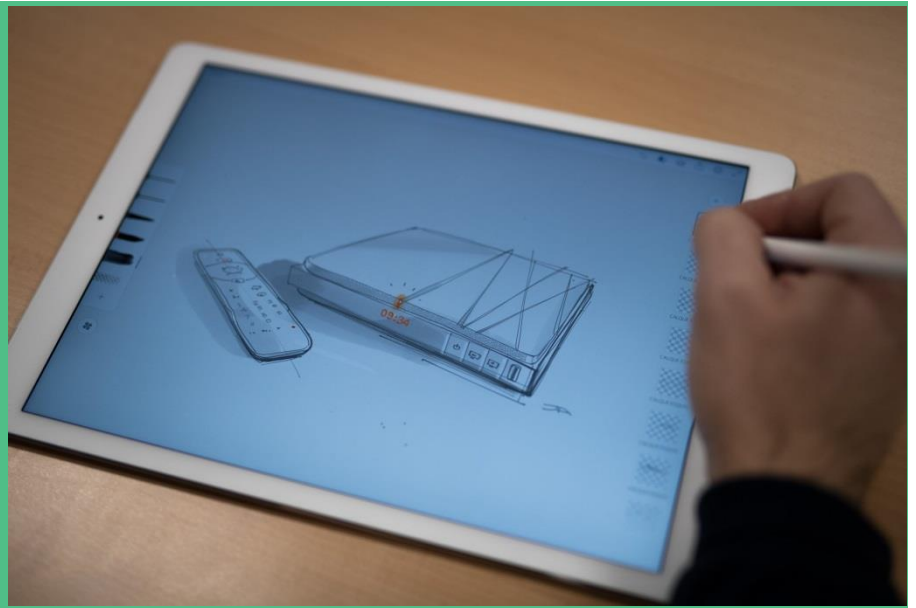
-Bouygues Telecom reconnaît que les débuts de la 5G sont un flop.

Les Echos – 21/05/2021

Lors de la présentation de ses résultats trimestriels, Bouygues déclare que la nouvelle technologie ne séduit pas les consommateurs pour 2 raisons : c'est un investissement important car il faut avoir un smartphone compatible plus cher et plus récent ; il faut aussi un modem 5G (dernier Iphone d'Apple) et souscrire un forfait 5G. Seule exception : free qui offre la nouvelle technologie sans faire payer plus cher.

A noter : avec la 5G, le débit est certes décuplé mais pas disponible partout.

2- High-tech : Innovations, Nouveaux usages, Cyberdéfense, Cloud- IA



- Le gouvernement lance le cloud français « de confiance »

Le Figaro – 18/5/2021

L'état met en place un label pour sécuriser le stockage de données, considéré comme un enjeu de souveraineté.

Bruno le Maire en compagnie d'Amélie de Montchalin, ministre de la Transformation et de la Fonction publiques et de Cedric O secrétaire d'Etat au numérique a déclaré pour :

- illustrer le caractère stratégique du stockage des données « *le traitement des données par des intelligences artificielles a permis de réaliser dans des délais rapides un vaccin contre le Covid* ».

-souligner l'existence de risques d'espionnages inhérents à l'exploitation illégale de données.

Pour se protéger, les entreprises doivent se référer à des fournisseurs fiables de services cloud. Pour s'en assurer, le gouvernement met en place un label Cloud de confiance attribué aux prestataires de services répondant à une liste de critères validés par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Ansi).

La certification SecNumCloud correspond à un niveau de sécurité « parmi les plus élevés du monde » pour « lutter contre les cyberattaques.

« *Les Etats Unis ont une loi extraterritoriale qui permet de récupérer les données. Nous voulons garantir une indépendance totale par rapport à ces lois* ». Pour se protéger, les serveurs doivent être opérés en France et les entreprises qui vendent le cloud doivent être européennes et détenues par des européens. Ces 3 obligations permettent d'échapper au champ d'application de la juridiction américaine.

Cloud souverain : Orange décline Azure en bleu

Le MagIT 28/5/2021

La France aura un nouvel hébergeur de cloud indépendant du Cloud Act américain : Bleu qui est une filiale co-créé par Orange et Capgemini qui clonera les services d'Azure.

Vocation de Bleu : servir les besoins des entités de l'Etat, des Opérateurs de services essentiels (télécommunications, finance...).

Comment ?

Les services habituels d'Azure fonctionneront depuis des datacenters français, opérés par un acteur de droit français, avec la certification SecNumCloud de l'ANSSI qui garantira que la sécurité des données sera assurée à la hauteur de leur criticité.

Pourquoi ?

Faire face au risque de guerre économique lié au recours aux 3 grands fournisseurs de clouds publics AWS, Azure, Google GCP par des grandes organisations externalisant leurs datacenters.

Perspectives ?

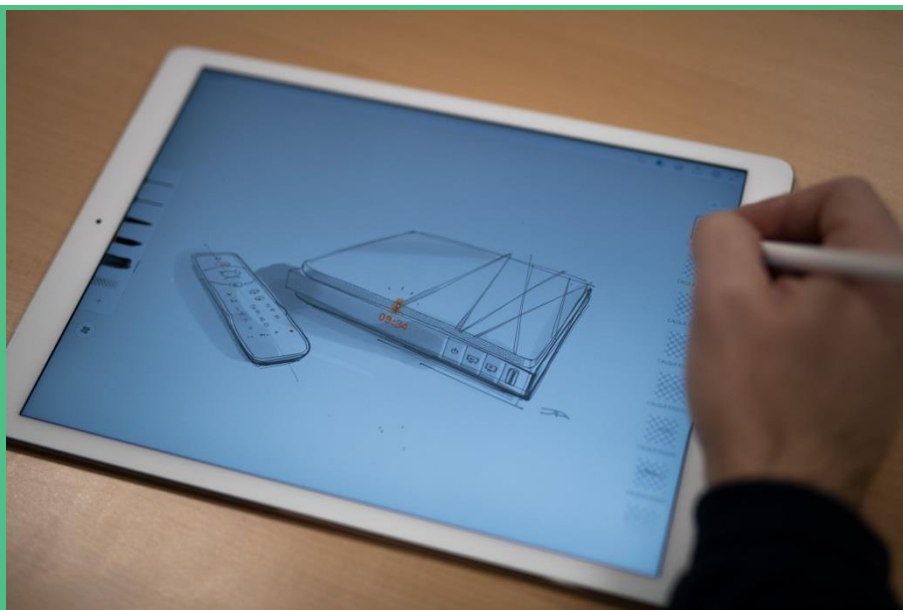
A terme Bleu rejoindra l'initiative européenne Gaia-X dont Orange et Capgemini sont membres.

A noter :

- Il existe des alternatives comme OVHcloud et Outscale qui ont reçu le label SecNumCloud mais Microsoft Azure propose à ses clients les solutions sécurisées cloud de Microsoft en l'occurrence les suites de collaboration et de productivité Microsoft 365 ainsi que la plateforme cloud Microsoft Azure dans un environnement indépendant.
- Microsoft perd la possibilité de commercialiser son propre hébergement mais garde celle de vendre des licences de ses services au plus grandes entreprises françaises.
- Création de la Société Bleu à l'été 2021.
- Commercialisation de l'offre uniquement après la certification SecNumCloud qui a pris un an pour OvhCloud et Outscale.



3- nouveaux territoires (maison connectée, E-santé...)



« Bac » à sable « données personnelles : la CNIL accompagne 12 projets dans le domaine de la santé numérique

CNIL - 3/5/2021 [« Bac à sable » données personnelles : la CNIL accompagne 12 projets dans le domaine de la santé numérique | CNIL](#)

- Contexte :

*15/02 :2020 : lancement par la CNIL d'un appel à projets pour permettre à des biens ou services innovants en lien avec le traitement de données de santé de bénéficier d'un accompagnement renforcé en 2021 dans le cadre de son « bac à sable » données personnelles.

Les projets devaient démontrer un intérêt pour la vie privée et la protection des données personnelles.

*Résultat de la 1^{ère} édition : 60 candidatures sur des usages variés.

22/04/2021 : réunion d'un comité d'évaluation avec audition des 7 porteurs de projets les plus prometteurs avec une grille de sélection retenant 4 critères : le caractère innovant du projet, le bénéfice pour le public, l'intérêt pour la protection des données et un engagement fort du porteur dans la démarche.

4 projets sélectionnés par la CNIL pour son « bac à sable » données personnelles bénéficieront d'un accompagnement renforcé à l'issue d'un 1^{er} appel à candidatures dans le domaine de la santé numérique. La Cnil apportera aussi son appui à 8 autres projets présentant un intérêt pour la protection des données.

Le comité d'évaluation :

- Marie Zins, épidémiologiste à l'Inserm, enseignant-chercheur à l'Université de Paris (présidente du comité) ;
- Antoine Groheux, responsable innovation chez Medtronic ;
- Isabelle Gentil, directrice de projet à la Délégation ministérielle du numérique en santé (ministère des Solidarités et de la Santé) ;
- Valérie Peugeot, commissaire à la CNIL en charge du secteur santé ;
- Thomas Dautieu, directeur de la conformité à la CNIL ;
- Bertrand Pailhès, directeur de l'innovation et des technologies à la CNIL.

ACSSED : Association des Cadres Supérieurs et Dirigeants

57, rue Albert
75013 Paris / France

Téléphone : 01 45 86 07 45
Télécopie : 01 45 86 85 99
Twitter : Acsed_Orange

email : acsed-orange@orange.fr
web : <http://www.acsed-orange.com>
Linkedin : <https://bit.ly/3rMwMpM>



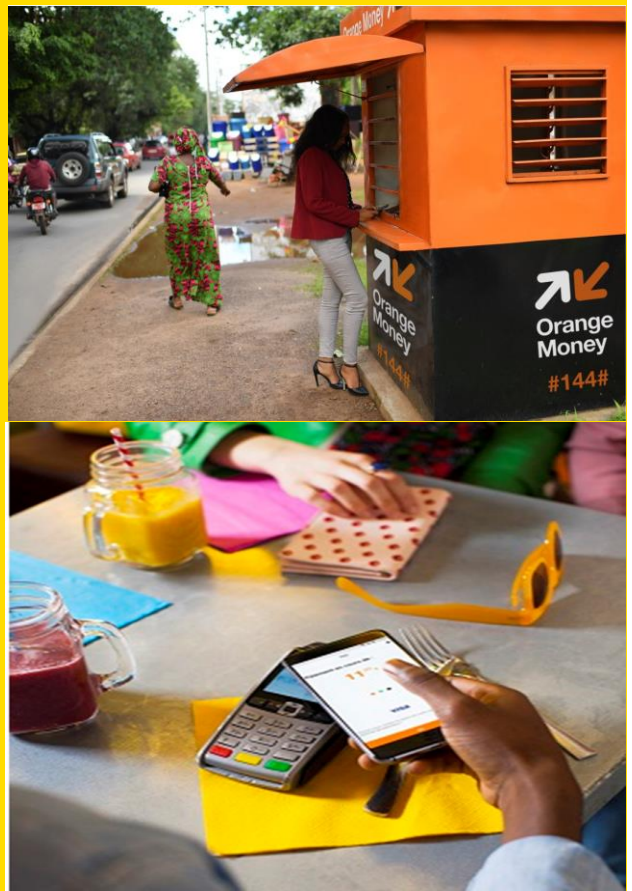
4 projets ont ainsi été retenus :

- **le projet du CHU de Lille** et de l'équipe Magnet de l'Inria concernant l'apprentissage fédéré en intelligence artificielle appliquée aux études cliniques ;
- **le projet de la jeune pousse Resilience** développant une solution d'aide au diagnostic en oncologie ;
- **le projet Magellan du bureau d'études Clinityx** visant à construire des indicateurs statistiques anonymes de description des populations en recherche médicale ;
- et **le projet Vertexa du Centre hospitalier d'Arras** proposant une solution de réalité virtuelle à visée thérapeutique pour lutter contre les troubles de l'alimentation des mineurs.



4-

Orange Bank Orange Money Solutions de paiements



Orange poursuit activement le développement d'Orange Money en France

Boursier.com – 10/05/2021

Lancé en 2019 en France, le service de transfert poursuit activement son développement en France et dans le monde.

Volume de transferts depuis la France vers les pays d'Afrique : multiplication par 4 en un an et le nombre de clients par 2,5 pour atteindre 120 000 clients.

Une stratégie d'expansion de déploiements active avec 12 destinations (Cote d'Ivoire, Guinée, le Mali et Madagascar et depuis un an : le Burkina Faso),

Une baisse significative des frais d'envoi depuis la France : moins 20% des frais de transfert depuis la France vers d'autres destinations et cela quel que soit le support utilisé pour effectuer une transaction.

- Orange Bank propose un livret d'épargne performant

Meilleurtaux.com – 10 mai 2021

Orange Bank propose 0,20% brut en temps normal avec un plafond de 20000 € mais il faut avoir un compte chez Orange Bank (ouverture sans frais) avec une prime de bienvenue de 80 € payée en 2 fois. Suivant les 2 premiers mois d'adhésion, le souscripteur empochera 50 € après 10 retraits ou paiement effectués avec la solution digitale développée par la néo-banque ou la carte Premium. Le versement se fera dans les 30 jours. Les 30 euros restants seront accordés si le client domicilie sur son compte une facture mobile ou internet Orange.

ACSSED : Association des Cadres Supérieurs et Dirigeants

57, rue Albert
75013 Paris / France

Téléphone : 01 45 86 07 45
Télécopie : 01 45 86 85 99
Twitter : Acsed_Orange

email : acsed-orange@orange.fr
web : <http://www.acsed-orange.com>
Linkedin : <https://bit.ly/3rMwMpM>



5- Concurrence, Régulation, Fiscalité



--Lutte contre le piratage : le projet de fusion entre le CSA et l'Hadopi arrive au Sénat

AFP – 18/05/2021

Examen en première lecture par le Sénat d'un projet de loi qui reprend une partie seulement de la grande réforme présentée à l'automne 2019 par Franck Riester, stoppée par la crise sanitaire.

Ce projet est porté par Roselyne Bachelot et sera examiné au Sénat puis à l'Assemblée nationale.

Mesure phare : création d'un super régulateur : l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM) fruit de la fusion du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA et de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet (Hadopi

L'autorité devra élaborer une liste noire des sites portant atteinte de façon grave et répétée au droit d'auteurs et aux droits voisins.

Contre la retransmission illicite de manifestations sportives en ligne, le texte prévoit un dispositif de référé (d'urgence, ndlr) à destination des détenteurs de droits de diffusion d'évènements sportifs.

-Le Benin et Sonatel ont signé la convention qui octroie à cette dernière la gestion des infrastructures télécoms publiques

Ecom Finance-22 mai 2021 –

Le duopole sur le marché télécoms béninois entretenu depuis 2017 par MTN et Moov est sur le point de voler en éclat.

Le groupe Sonatel est officiellement devenu le gestionnaire délégué de la société béninoise des infrastructures numériques (SBIN) le 21 mai 2021. Objectif de Sonatel : contribuer avec les investissements prévus par SBIN d'une offre de services télécoms de qualité et à des prix abordables.

Il y aura pérennisation de France 4.

Le texte introduit une nouveauté : un mécanisme de déclaration préalable auprès du ministère de la Culture 6 mois avant la cession d'un catalogue d'œuvres cinématographiques ou audiovisuels.

Une amende de 350€ relevant du dispositif de « transaction pénale » pour les internautes contrevenants est instaurée. La Ministre considère que ce n'est pas opportun dans le contexte actuel.

-L'Ethiopie attribue une licence télécom à un consortium conduit par Safaricom

Agence France Presse Fil Eco – 22/05/2025

ACSSED : Association des Cadres Supérieurs et Dirigeants

57, rue Albert
75013 Paris / France

Téléphone : 01 45 86 07 45
Télécopie : 01 45 86 85 99
Twitter : Acsed_Orange

email : acsed-orange@orange.fr
web : <http://www.acsed-orange.com>
Linkedin : <https://bit.ly/3rMwMpM>



Situation actuelle : la société est contrôlée par la compagnie publique Ethio Telecom, consortium Consortium comprend le britannique Vodafone et le sud-Africain Vodacom a proposé 850 millions de dollars pour cette licence et apportera le plus gros investissement direct étranger.

Le gouvernement pensait attribuer 2 licences mais il y a eu plusieurs désistements de plusieurs Groupe dont Orange et l'imirati Etisalat.

-Existence de plusieurs facteurs de risques : les crises en Ethiopie, tensions avec le Soudan et l'Egypte, gêne liée à l'interdiction de proposer des services financiers mobiles. Ethio Telecom vient de lancer son propre programme d'argent mobile Telebirr.

Perspectives : création de 1,5 millions d'emplois et 8,5 milliards de dollars investis sur 10 ans



6- Consolidation des télécoms, Convergence télécoms/médias Audiovisuel, Contenus, Coronavirus



-Orange échoue à prendre le contrôle à 100% de sa filiale belge à l'issue de son OPA

AFP – 6/5/2021

Orange qui avait étendu jusqu'au 4 mai son offre publique d'achat à 22€ par actions sur le capital restant de sa filiale belge a annoncé détenir directement et indirectement 76,97% du capital à l'issue de l'offre ce qui est insuffisant pour retirer l'entreprise de la cote.

Ramon Fernandez a déclaré :

- *Nous avons atteint l'objectif que nous nous étions fixés, offrir un prix juste aux actionnaires qui souhaitaient monétiser leurs titres et nous renforcer au capital d'Orange Belgium*
- *Nous disposons désormais de moyens pour améliorer la flexibilité financière d'Orange Belgium, déployer plus efficacement sa stratégie de création de valeur à long terme et lui permettre de mieux réagir aux transformations majeures du marché belge.*

Mais Orange ne pourra pas retirer de la cote sa filiale belge

L'Agefi – 7/5/2021

Avant son offre Orange détenait 74,68%, après l'offre Orange détient 76,97% à la suite de l'opposition de Polygon. Faute d'obtenir plus de 90% du capital, Orange ne peut pas procéder à un retrait de la Bourse de sa filiale.

7-

Les géants du Net, Neutralité du Net



-- Orange étudie un rachat de TDF

Les Echos -

L'opérateur historique veut valoriser et développer son portefeuille de 40.000 tours de téléphonie pour participer à la consolidation du marché. Le télédiffuseur français TDF est propriétaire de 11.000 tours télécoms et de réseaux fibrés.

- Une application capable d'analyser si vous avez le covid

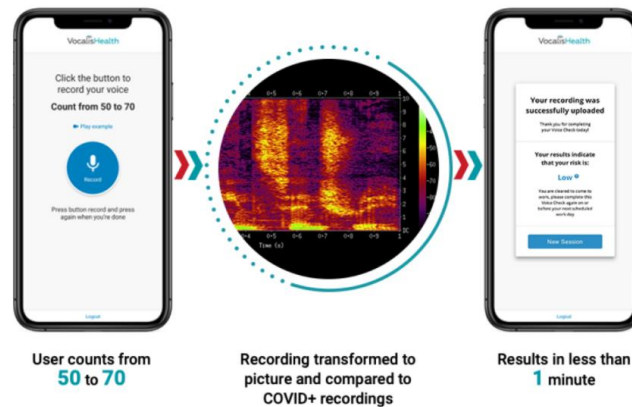
01net.com

Cette application conçue par une entreprise israélienne analyse votre voix pour détecter le Covid et cela a 81% de fiabilité. Testée sur 2000 volontaires, une application a réussi à détecter des cas de Covid, même chez des personnes asymptomatiques, avec un taux de réussite de 81 %, en se basant uniquement sur l'analyse de la voix.

<https://vocalishealth.com/vocalis-health-products/vocalischeck>

Vocalis est le nom de cette application qui s'appuie sur une intelligence artificielle et sur l'analyse de données collectées sur la voix d'une personne. À l'aide d'un algorithme capable d'extraire 512 caractéristiques d'un échantillon de voix, elle établit un spectrogramme grâce auquel elle peut identifier certaines maladies.





-Publication par l'ETNO et GSMA d'une position commune sur le Digital Market Act de l'Union Européenne

[ETNO Policy paper a view on the proposed](#)

L'ETNO et GSMA :

-se félicitent de l'initiative de la Commission visant à créer un instrument harmonisé ex ante destiné aux fournisseurs de services de plates-formes de base désignés comme "gatekeepers" par la loi sur les marchés numériques (DMA) et soulignent que les outils actuels ne sont pas suffisants pour garantir des marchés contestables et équitables dans l'économie numérique.

-partagent les inquiétudes de la Commission concernant les comportements déloyaux et anticoncurrentiels de quelques grandes plateformes numériques impactant tant les consommateurs numériques, que les concurrents et finalement ayant un effet paralysant sur l'innovation et diminuent le choix des consommateurs.

-soulignent le fait que les relations entre les opérateurs et les plateformes en ligne sont multiples et comprennent notamment l'utilisation de la publicité en ligne, des systèmes d'exploitation intégrant des aspects du matériel et du logiciel des appareils, ou des magasins d'applications. En outre, les appareils connectés via les réseaux des opérateurs donnent souvent accès aux plateformes en question.

-soulignent l'intérêt de l'initiative pour les activités commerciales des télécoms qui contribuent à la prospérité et la souveraineté numériques de l'Europe, essentielles pour le développement durable, la prospérité et la souveraineté numériques de l'Europe supposant un secteur des plateformes numériques sain et compétitif.

« Une DMA ambitieuse et équilibrée a le potentiel de montrer la voie, au niveau mondial, en améliorant la dynamique du marché dans le domaine des services numériques avec une offre supérieure faite aux citoyens en Europe et dans le monde ».

-L'Europe est en passe de perdre la guerre des câbles sous-marins.

Le Monde – 12/5/2021

Inauguration par le Portugal du câble de télécommunication sous-marin EllaLink, un câble qui relie le port de Sines à celui de Fortaleza au Brésil et qui permet de relier directement l'Europe à l'Amérique du Sud.

Ella repose sur Bella un consortium regroupant des organismes de recherche d'Europe et d'Amérique latine. Il est construit en grande partie grâce à des fonds européens.

Contexte préoccupant :

97% du trafic Internet mondial et 10 milliards de dollars de transactions financières quotidiennes transitent par les câbles sous-marins.

Opinion du Conseil européen pour les relations internationales (ECFR) Think tank européen : « ils sont aussi importants que le gaz et les oléoducs ».

Rapport de 3 chercheurs Arturo Varvelli, Matteo Colombo et Federico Solfrini : 'l'UE n'en fait pas assez pour protéger les intérêts européens liés à l'infrastructure numérique. Or l'enjeu est immense : 'Si l'Europe ne dispose pas de ses propres capacités et autonomie en la matière, elle sera prisonnière de la rivalité



croissante entre les USA et la Chine ». Autres risques identifiés : enjeux de cybersécurité et d'influence politique en particulier dans le bassin méditerranéen.

Depuis 2 ans la souveraineté est à l'agenda bruxellois et les membres vont bénéficier d'un plan de relance de 750 milliards € pour accélérer la transition numérique. Mais la Commission n'a pas le pouvoir d'accorder les licences pour la construction d'infrastructures numériques essentielles pour la stratégie commune.

Résultat : la France, l'Italie et l'Espagne partagent des intérêts dans la Méditerranée avec des entreprises qui font cavaliers seuls pour connecter l'Europe à l'Afrique et au Moyen-Orient (Orange, Telecom Italia, Sparkle et Telxius). Cela mine la capacité de l'UE à atteindre sa souveraineté numérique face à Facebook, Google, ou encore aux chinois Huawei et Hengtong.

La protection des infrastructures Internet, une priorité

Certaines entreprises européennes participent à des grands consortiums internationaux comme :

-Orange, associée à PEACE Cable International Network une firme appartenant au chinois Hengtong (entreprises liées au pouvoir politique et militaire chinois) pour que Marseille soit le point d'entrée français du câble qui reliera l'Europe.

-Telecom Italia Sparkle travaille avec Google pour lier l'Italie à l'Inde via Israël.

A noter : les entreprises européennes ont moins d'atouts que les entreprises d'Etat subventionnées par Pékin et les GAFAs américains.

-Le fournisseur de services télécoms Circet passe sous le pavillon britannique

Les Echos – 25/05/2021

En 5 jours, Circet le premier fournisseur de services pour les infrastructures télécoms a été cédé au fonds britannique ICG pour environ 3,3 milliards €.

Pourquoi ICG a-t-il gagné si vite ? : tout s'est joué sur les droits de gouvernance et sur la certitude d'exécution sachant qu'il y avait 5 fonds en concurrence.

Clients de Circet : Orange, SFR, TDF, Covage : 850000 prises THD construites et 780000 raccordements en 2020 ; Présence dans 6 marchés européens (France, Allemagne, Irlande, Royaume uni, Espagne et Bénélux) et au Maroc. Circet entend se déployer en Europe par le rachat de prestataires dans les pays où ils sont absents.

-Opérateurs contre GAFAs, le combat des géants

Le Monde – 30/05/2021

Dominique Boullier, sociologue (professeur de sociologie à Sciences Po Paris observe que la lutte entre industriels pour la monétisation du réseau permise par la 5G constitue la véritable rupture avec les offres existantes.

Le débat sur la 5G s'est focalisé sur les questions de santé et d'environnement mais l'analyse du système technique des différentes fréquences de la 5G et de la 6G fait apparaître un enjeu de rivalité majeur entre les opérateurs de télécommunications et les grandes plates-formes numériques (les GAFAs).

Mot clé : monétiser les nouvelles offres ciblées grâce à la technologie pour retrouver de la rentabilité et ne plus laisser les GAFAs tirer seuls les bénéfices des investissements faits par les opérateurs dans les infrastructures.

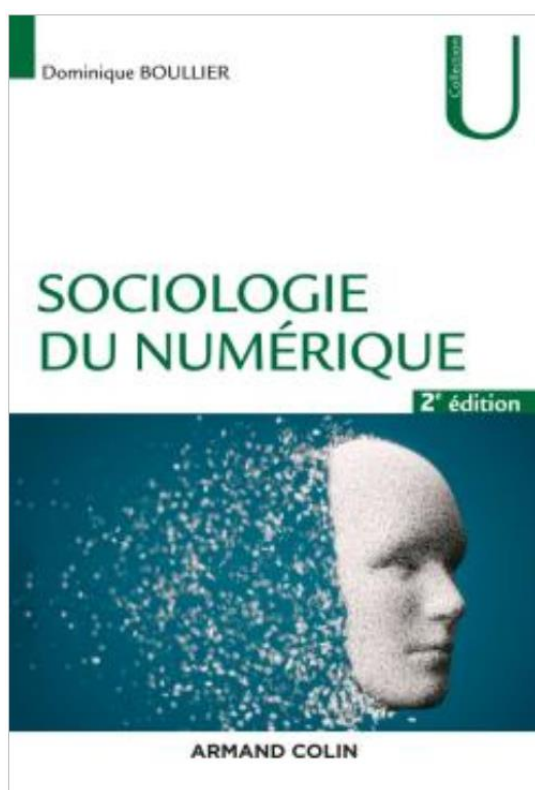
Urgence : lancer un débat public car les conséquences d'un tel changement d'infrastructures sont considérables et modifient toute l'évaluation des enjeux écologiques de la supposée 5G car 2 5G bien différentes à savoir la bande de fréquences des 3,5GHz amplifiant uniquement la 4G et la bande des 26GHz dite millimétrique qui offre une latence très réduite.



A noter :

- La monétisation permise par la 5G n'est jamais évoquée alors qu'elle est une vraie rupture avec la 4G qui offre un abonnement illimité pour un arrosage indifférencié des terminaux voisins de l'antenne.
- La 6G prolonge cette vision d'un réseau universel mobile pour tout et pour tous, gourmand en bande passante. Pour cela, il faut déployer massivement des satellites en orbite basse pour obtenir la latence la plus faible possible. Les projets de la 6G élaborés par le consortium dut « 3GPP » qui fédère toutes les parties prenantes, prévoient une connexion mobile en tous lieux et permanentes à base de satellites.

Question stratégique : faut-il doubler le réseau alors que le secteur des télécommunications est supposé s'engager dans la sobriété énergétique de l'éco système numérique exigée par l'accord de Paris ?



Commentaire de la Fnac « Comment sortir de l'emprise des réseaux sociaux » :

L'ouvrage démontre que les designs choisis par les plateformes visent à capter l'attention permanente de leurs utilisateurs et nous rendent incapable de traiter les enjeux de long terme comme le réchauffement climatique.

Des solutions techniques et comportementales pour ralentir ce « réchauffement médiatique » existent et avant tout, il est nécessaire de contrôler le rythme de réplication (like, retweets, partages). Dominique Boullier propose une approche multidisciplinaire du numérique (« user Expérience », sciences cognitives, linguistique, sociologie) du numérique et renouvelle en profondeur notre conception de ces plateformes qui dominent notre monde.

-La France veut durcir la régulation des Gafam avec l'Allemagne et les Pays-Bas, elle propose d'aller plus loin sur le Digital Services Act

Le Figaro – 29/05/2021

ACSSED : Association des Cadres Supérieurs et Dirigeants

57, rue Albert
75013 Paris / France

Téléphone : 01 45 86 07 45
Télécopie : 01 45 86 85 99
Twitter : Acsed_Orange

email : acsed-orange@orange.fr
web : <http://www.acsed-orange.com>
Linkedin : <https://bit.ly/3rMwMpM>



Lors d'un Conseil européen « compétitivité » des 27 dédiés au marché intérieur et à l'industrie et dans une lettre signée avec ses homologues allemande et hollandais, le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire a formulé 7 propositions pour renforcer le Digital Services Act (DSA) et le Digital Markets Act (DMA).

Ces 2 projets de règlements présentés par la Commission européenne en décembre, doivent mieux encadrer les activités des grandes plateformes numériques et façonner l'espace numérique européen de la prochaine décennie. Actuellement, 3 pays jugent que les textes ne vont pas assez loin.

Renforcer les pouvoirs des régulateurs nationaux

Volonté de ne pas voir se reproduire avec le DSA de ce qui se produit avec le RGPD : à savoir volonté d'avoir un examen des manquements au règlement soient examinés par l'autorité de l'Etat où est installé le siège de la plateforme. Paris veut que les régulateurs nationaux puissent être mieux associés aux instructions et au suivi des sanctions.

Pour la DMA, les 3 pays veulent que les Etats membres et leur autorité nationale soient davantage associés pour éviter des blocages dans l'application.

-Amazon s'offre aussi Roland-Garros

Le Parisien – 28/05/2021

En arrivant sur le marché des droits de diffusions sportifs français via le tournoi de tennis, Amazon diffusera en exclusivité les matchs diffusés sur le court Simone Mathieu ainsi que les sessions nocturnes grande nouveauté de Roland Garros 2021.

Objectif des acquisitions de droits : recruter des abonnés à son service Prime avec ce produit d'appel en embauchant également Amélie Mauresmo dont l'objectif est aussi de séduire les jeunes.

8- Business : données économiques, chiffres clefs, perspectives et stratégie du secteur



-Bouygues décroche 350 millions € de la banque européenne d'investissement (BEI) lui permettant d'accélérer le déploiement de ses réseaux 4G et 5G

La Tribune 8/5/2021

Bouygues Telecom n'est pas le premier opérateur français à faire appel à la BEI, Iliad (Free) en a déjà largement bénéficié. En mars 2019, il a décroché un prêt de 300 millions € pour étendre son réseau de fibre.

<https://www.corporate.bouyguetelecom.fr/wp-content/uploads/2021/05/CommuniquePresse-BouyguesTelecom-Financement350MEBEI-06052021.pdf>

Les opérateurs télécoms ont investi 14,3 milliards d'euros dans les réseaux fixes et mobiles en 2020

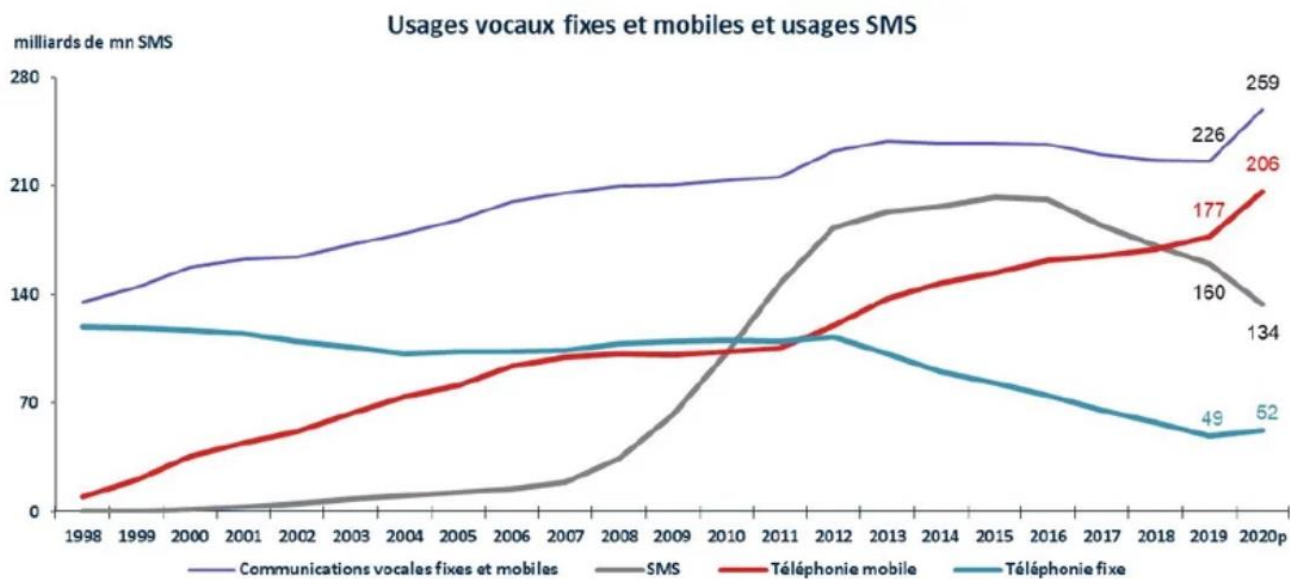
Les numériques - 27/05/21

Les opérateurs ont massivement investi dans le développement de leurs réseaux en 2020.

En comptant les achats de fréquences 5G, on atteint les 14,3 milliards €.



Du côté pratique, les appels vocaux ont logiquement progressé (+17 % sur le mobile, +8 % sur le fixe), tandis que l'envoi de SMS continue de baisser (-16 %), largement remplacé par les services de messagerie instantanée. En revanche, l'utilisation des données mobiles est en progression, à plus de 10 Go/mois.



-Free vend le solde de ses tours télécoms pour investir dans la 5G.

Les Echos – 19 mai 2021

Free va céder sa participation dans la société qui héberge ses tours de téléphonie mobile en France.

Le produit de la vente sera de 600 millions € et réinvestis en partie dans la 5G ; Cellnex est un candidat naturel au rachat.



9-

Tendance des marchés financiers, Gouvernance, Actionnariat, Orange



-ESG : les groupes du CAC40 passés au crible

Les Echos – 30/4/2021

L'AGEFI - 30/4/2021

Les entreprises du CAC40 sont-elles responsables ?

Le FIR (Forum de l'investissement responsable) rassemblant des investisseurs (dont la Caisse des Dépôts, Prefon, Ircantec, AG2R, La Mondiale), des gestionnaires d'actifs (Amundi, AllianzGI, Ostrum AM..) des consultants et des membres de la société ont répondu à cette question de la façon suivante :

Selon Alexis Masse, président du FIR : « *cela dépend des sujets de responsabilité sociale et environnementale 'Sur le climat et l'égalité femmes-hommes, les sociétés ont bien pris conscience de l'importance de ces enjeux, mais pour d'autres aspects, comme le salaire décent, la biodiversité, ou l'évitement fiscal, elles semblent insuffisamment engagées* ».

En 2020, le FIR dont les membres gèrent 4500 milliards € a adressé à chaque groupe du CAC40 douze questions écrites dans le cadre de leur AG pour mesurer leur impact environnemental, leurs objectifs en matière de développement durable, leurs relations avec les fournisseurs, leur politique fiscale, la cohésion sociale et l'égalité femmes-hommes.

Avis du FIR sur les réponses = approximatives, erronées, voire en deçà des attentes mais prise de conscience. Point positif : toutes les entreprises ont répondu mais celles relevant du droit étranger sont en queue de classement.

Méthode : 12 questions, à chaque réponse, le FIR a attribué une note allant de 0 à 3 étoiles. Moins d'un tiers des réponses ont obtenu 2 étoiles. Les réponses sont par nature publiques et s'adressent aux actionnaires.

Questions	Nombre de réponses	Commentaire
-----------	--------------------	-------------

ACSSED : Association des Cadres Supérieurs et Dirigeants

57, rue Albert
75013 Paris / France

Téléphone : 01 45 86 07 45
Télécopie : 01 45 86 85 99
Twitter : Acsed_Orange

email : acsed-orange@orange.fr
web : <http://www.acsed-orange.com>
Linkedin : <https://bit.ly/3rMwMpM>



Efforts à l'égard des fournisseurs notamment les TPE-PME	Question ayant obtenu le plus de réponses Plus grand nombre d'entreprises (10) avec note maxi = 3	
La définition du salaire décent et les moyens mis en œuvre pour assurer sa garantie dans les principaux pays d'implantation	Le moins de réponses 21 entreprises ont répondu de manière très insatisfaisante	Les sujets sur le salaire décent et la responsabilité fiscale des entreprises avec un mode de redistribution par l'impôt le plus efficient possible sont encore peu étudiés. Avec en France une offre de fonds responsables, le FIR s'étonne de l'absence de proposition pour l'épargne salariale.
L'Egalité femmes-hommes	Peu d'explications. Seules 5 sociétés ont intégré ce critère dans la rémunération variable de leurs dirigeants.	Plans d'actions pas très clairs pour la moitié du CAC40.
Les sujets climatiques	Peu de réponses explicites. Seules 5 sociétés communiquent un montant d'investissement.	Prise de conscience a eu lieu. Difficultés pour les entreprises à expliquer l'alignement de leur plan d'affaire sur le scénario climatique en proposant un plan de transformation et des jalons.
La biodiversité	Aucune entreprise n'a une prise en compte directe et indirecte	Aucun plan et actions concrètes.
Synthèse sur les Performances extra financières :	Personne ne le fait. et 28 entreprises ont esquivé la question	Cet avis a le mérite de fournir une synthèse utile aux partenaires sociaux pour ouvrir un débat interne

Schneider Electric = société ayant le mieux répondu aux attentes du Fir avec obtention d'une note maximale de 3 étoiles à 3 questions : salaires décent, prise en compte des critères environnementaux et sociaux dont les accords d'intéressement et l'intégration des problèmes de cohésion sociale dus aux écarts de rémunération. Il n'obtient que 0 étoile à 2 questions (pratiques fiscales et publication de l'avis des partenaires sociaux sur la déclaration de performance extra-financière.

Orange arrive en 2^{ème} position devant BNP Paribas.

Crédit Agricole et Michelin se partagent la 3^{ème} place.

Dans le bas du tableau. Airbus Group est en 40^e position avec 9 fois le score, 0 étoile, derrière ArcelorMittal et EssilorLuxottica.

En 2021, le FIR continue son enquête auprès des entreprises du CAC 40 avec les mêmes points pour mesurer l'évolution en ajoutant 2 questions sur le lobbying responsable et sur l'économie circulaire.

-Orange veut créer de la valeur en érigeant Totem mais risque la désillusion.

L'Agefi – 10/5/2021

Plusieurs exemples ont montré que la création d'une société dédiée aux tours télécoms n'est pas toujours créatrice de valeur pour un opérateur.

L'ensemble vaut moins que la somme des parties. C'est la conviction des opérateurs de télécommunication européen qui ont séparé leurs principales activités en 2 entreprises distinctes : la première, NetCo, exploite les réseaux et les infrastructures, la seconde. Il s'agit d'une ServCo qui reste en contact avec la clientèle.

Comme ses concurrents, Orange a annoncé le lancement de sa TowerCo appelée Totem, « entreprise créatrice de valeur ». Cette entreprise ne possède que des tours et des toits-terrasses accueillant des antennes mobiles soit 25500 sites en France et Espagne et a réalisé l'an passé un CA de 500 millions € et dégagé un excédent brut d'exploitation ajusté retraité de 300 millions €. Cette nouvelle entité sera vraiment opérationnelle en fin d'année et sera dirigée par Nicolas Roy ancien directeur technique des réseaux d'Orange France.

De la théorie à la pratique : des écarts

Selon Mac Kinsey & Company la création de Totem relève du bon sens et offre une meilleure clarification de l'orientation de la gestion et de l'allocation du capital. La TowerCo attire les investisseurs à long terme dans les actifs physiques. Le ServCo est prisée par les investisseurs recherchant des rendements élevés.

Les valorisations des deux sociétés indépendantes se recalibrent selon un ratio valeur d'entreprise sur excédent brut d'exploitation proche de 22 pour le NetCo et 4 pour les ServCo.

Mais dans la réalité, il existe des écarts : « *l'efficacité des marchés financiers n'est qu'un concept, comme Vodafone, Telefonica, Telecom Italia et DT l'ont appris à leurs dépens* » explique un analyste.

Pour Orange, Totem ne semble pas être destiné à la vente à des spécialistes des tours mobiles comme Cellnex ou American Tower. Une cession d'une part minoritaire du capital de Totem à un fonds d'investissement voire son introduction en bourse est envisageable selon des analystes.

Stratégie d'Orange ? :

-une hypothèse : nouer des partenariats stratégiques voire capitalistiques avec ses concurrents Vodafone ou Deutsche Telecom.

-un analyste déclare : « *Rien n'indique qu'Orange saura créer de la valeur là où d'autres ont échoué d'autant que l'opérateur français est plus connu pour sa capacité à réaliser des opérations industrielles que financières* »

A noter :

*Stéphane Beayzan analyste chez Stifel : « L'engagement pris sur le dividende, le gain de 2,2 milliards€ à la suite de la résolution d'un litige fiscal et la vente de 50% du capital d'Orange Concessions sont autant de signaux positifs émis ou reçus par le Groupe que la Bourse n'a pas valorisés ».

*Perspectives : pas d'achats d'actions d'Orange tant que le Groupe aura d'intenses pressions commerciales, financières avec un environnement concurrentiel tendu.

*position d'un analyste : seule solution pour Orange conjuguer la croissance du CA, la réduction des dépenses d'investissements

-Orange veut réduire ses effectifs de 15% en Espagne

Les Echos.fr

Orange veut faire des coupes franches en Espagne son deuxième marché après la France.

Annonce d'une suppression de 485 emplois en Espagne soit 15% des 3100 salariés.

Raisons fournies par Orange dans un communiqué : « le secteur des télécoms depuis des années voit ses revenus chuter en raison de l'hypercompétitivité du marché et de la multiplicité des acteurs low cost »

Trimestre 1 2021 : baisse de 7,4% par rapport à T1 2020.



Objectif : retrouver de la croissance en 2022 ;

Le syndicat Commissions Ouvrières est totalement opposé à cette décision « une décision honteuse, unilatérale et traumatisante ».

-Le Benin et Sonatel ont signé la convention qui octroie à cette dernière la gestion des infrastructures télécoms publiques



10 -
RSE,
Communication
RH/Nominations
Innovations
managériales
Environnement



- Plan social chez SFR : le Tribunal de Paris donne raison en partie aux syndicats chez SFR

Les Echos – 3 mai 2021

Le tribunal judiciaire de Paris a ordonné à la direction de l'opérateur de transmettre au Comité social et économique central (CSEC) plusieurs documents sur la situation économique de SFR qui auraient dû être fournis en octobre 2020 lors de la présentation des orientations stratégiques. A l'époque, aucune allusion n'apparaissait concernant le départ volontaire de 1700 salariés.

A noter : Le CSEC a été débouté de sa demande d'interdire le plan social de SFR.

- Le salon mondial du mobile de Barcelone espère plus de 30 000 participants du 28 juin au 1^{er} juillet.

AFP – 20/05/2021

La GSMA qui organise le salon déclare que ce sera un format hybride en présentiel. Il y aura 300 exposants et 600 orateurs lors de de différents débats prévus.

Plusieurs groupes ont refusé de venir : Lenovo, Samsung, Amazon, Intel. Le chinois Huawei sera le plus grand équipementier présent.

-Val de Marne : Villejuif : Orange inaugure son campus, Prisme

Actu.fr – 19/05/2021

Orange inaugure son campus, Prisme qui accueillera 380 salariés du Groupe et à terme 1200 salariés du Groupe sur 18000 m2. Les équipes de la direction technique et du Système d'information seront regroupés sur ce site. L'inauguration a eu lieu en présence de Marc Blanchet, Daniel Nabet, directeur régional, Eric Houvriez directeur de l'immobilier du Groupe en présence de Malika Kacimi conseillère municipale de Villejuif déléguée à la ville connectée, Accessibilité et Démocratie numérique ainsi que Gérald Delmas, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Val de Marne.

Les lieux sont dotés de 105 salles de réunion. Le campus doit favoriser le travail collectif, l'innovation et la coopération.

-Orange nombra a Patrick Farges como CEO de su filial de torres en Espana

Cinco Dias – 22/05/2021

Nomination de Patrick Farges comme futur CEO de la TowerCo pour le marché espagnol.

Avec une trentaine d'années au sein du Groupe, Patrick Farges a passé 25 ans en France et a une grande expérience du B2B et du wholesale. Il a été notamment directeur commercial de Global One ainsi que directeur des ventes internationales d'Equant.



-Orange lance un indice de durabilité des téléphones

Challenges.fr – 25/05/2021

Orange avec DT, Telefonica, Telia Company et Vodafone dévoile l'Eco Rating, nouvel indice qui sera déployé en Europe en juin 2021.

Cet indice est le fruit d'une collaboration entre les opérateurs et devrait encourager les fournisseurs à réduire l'impact environnemental. Cet indice devrait permettre aux consommateurs d'identifier les téléphones mobiles les plus respectueux de l'environnement parmi 12 constructeurs.

Les 12 partenaires sont : Bullitt Group (les téléphones CAT et Motorola), Doro, Hmd Global (téléphones Nokia), Huawei, MobiWire, Motorola/Lenovo, One plus, OPPO, Samsung Electronics, TCL/Alcatel, Xiaomi et Zte.

-Orange : face à « l'indécence des propositions sur les salaires », les syndicats annoncent un boycott.

Capital.fr – 28/5/2021

Négociations salariales dans l'impasse : boycott par tous les syndicats qui suspendent aussi leur participation à celles portant sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) et sur le renouvellement d'un accord dit « intergénérationnel » portant sur des départs à la retraite non remplacés en appelant le personnel à signer une pétition.

A noter :

-les fonctionnaires non-cadres seraient à 0 et les salariés de droit privé auraient 15€ net d'augmentation mensuelle.

Les cadres partageraient un budget de 0,35% d'augmentation soumise à l'individualisation, ceux dont la rémunération est supérieure à 60 000€ en seraient exclus.

-Selon les syndicats, Orange propose un budget d'augmentation salariale divisé par 3 par rapport au dernier accord unanimement signé en 2019 ; est-ce la fin du pacte social ?

L'appel d'une trentaine de patrons qui proposeront 10 000 jobs d'été dès lundi

JDD 29-05-2021

35 chefs d'entreprise à proposer de nouvelles offres d'emploi sur la plateforme gouvernementale « 1 jeune une solution » concernant des jobs d'été.

Le haut-commissaire à l'emploi et à l'engagement des entreprises Thibault Guilluy précise : au moins 10000 offres seront disponibles dès le 30 mai.

La liste des signataires :

Thibaut Guilluy, Haut-commissaire à l'emploi et à l'engagement des entreprises

Fabienne Arata, Directrice Générale de LinkedIn France

Sébastien Bazin, Président Directeur Général du Groupe Accor

Véronique Bédague, Directrice Générale de Nexity

Edouard Blanchon, Directeur Général de Tape à l'œil

Jean-Laurent Bonnafé, Directeur général de BNP Paribas

Philippe Brassac, Directeur Général du Crédit Agricole

Christophe Catoir, Président France et Europe du Nord du Groupe Adecco

Dominique Chargé, Président de la Coopération Agricole

Didier Chenet, Président du Groupement National des Indépendants Hôtellerie et Restauration (GNI)

Jean-Virgile Crance, Président du Groupement des chaînes hôtelières (GNC)

Emmanuel Deschamps, Directeur Général de Boulanger

Fabrice Ducasse, Directeur Général de FRONERI France SAS

Jean-Pierre Farandou, Président Directeur Général de SNCF

Enrique Martinez, Directeur Général de Fnac Darty

Olivier Garaïalde, Directeur Général de Center Parcs Europe

Richard Girardot, Président de l'Association Nationale des Industries Alimentaires

Thierry Grégoire, Président de NT Hotel Gallery

Roland Héguy, Président confédéral de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH)

Emery Jacquillat, Président Directeur Général de la CAMIF

Nathalie Jaoui, Présidente Directrice Générale de CRIT

Christiane Lambert, Présidente de la FNSEA

Michel-Edouard Leclerc, Président des centres E. Leclerc

Fabrice Lisardi, Directeur Général de Décathlon

Pascal Lome, Fondateur et CEO de Gojob

Frédéric Mazzella, Président-Fondateur de BlaBlaCar

Méleyne Rabot, Directrice Générale de Just Eat France

Florence Raineix, Directrice Générale de la Fédération nationale des Caisses d'Epargne

Frank Ribuot, Président du groupe Randstad France

Stéphane Richard, Président Directeur Général **d'Orange**

Pierre-Frédéric Roulot, Président Directeur Général de Louvre Hotels Group

Alain Roumilhac, Président de ManpowerGroup France

Stéphane Roussel, Directeur Général en charge des Opérations de Vivendi

Jean-Jacques Salaün, Directeur Général d'Inditex France

Thomas Saunier, Directeur général de Malakoff Humanis

Dominique Schelcher, Président de Système U

